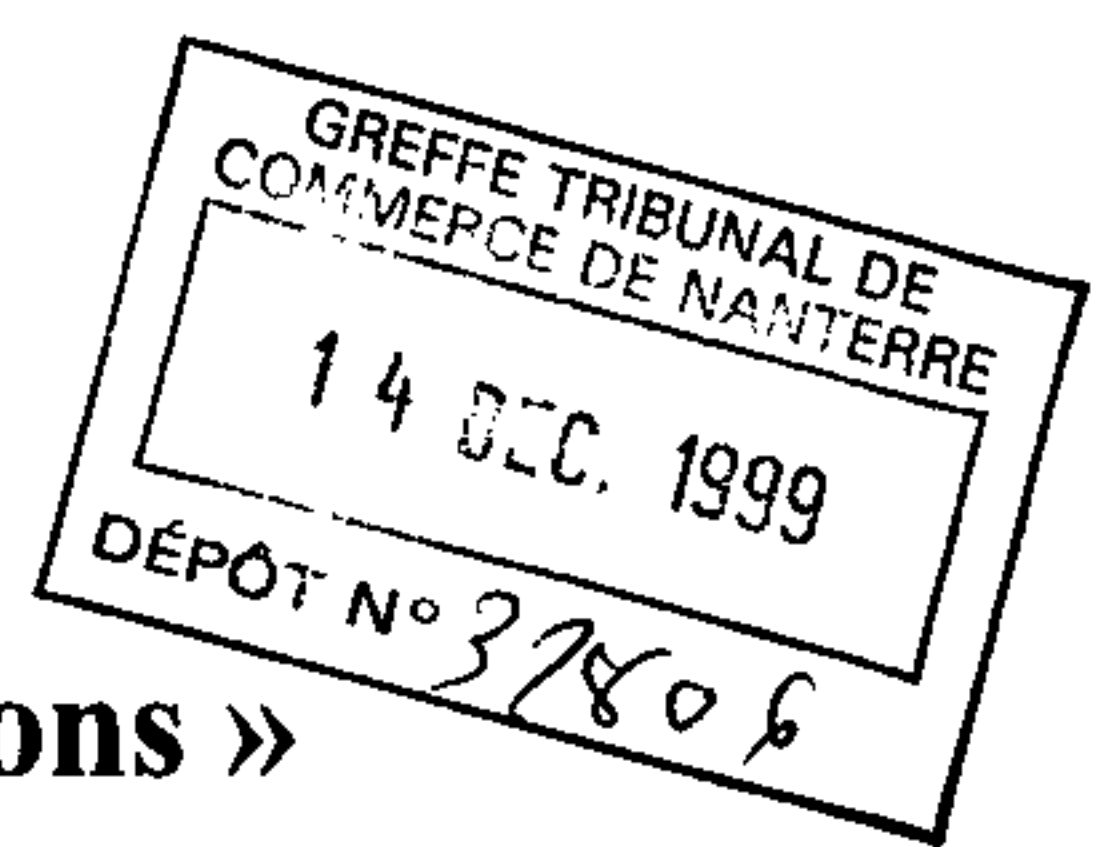


[Signature]



Statuts de « Entrepreneuriat Editions »

LES SOUSSIGNES :

- 1) ETC SA, 66 rue des Amandiers 92 000 Nanterre, RCS Nanterre B 349 803 932, représentée par son Président Monsieur Bernard Meier
- 2) M. Arnaud Maigre, directeur adjoint, 29 avenue Georges Mandel, 75 116 Paris
- 3) Mme Claire de Ravel, chargée de mission, 79 rue Marcadet, 75 018 Paris
- 4) Mme Myriam Arles, chargée de mission, 10 rue Charles Tournemire, 75 017 Paris
- 5) Mme Martine Van Went, consultante, 3 rue Ernest Renan, 92 310 Sèvres
- 6) M. Frédéric Tain, journaliste, Résidence près Hauts Bât 1, 97, avenue Roger Salengro, 92 290 Chatenay Malabry
- 7) Monsieur Claude Karr, consultant, 10 bis, avenue Desgenettes, 94 000 St Maur
- 8) Monsieur Jean-Eudes Lébeaupin, assureur, 29 avenue du général Leclerc de Hautecloque, 92 200 Neuilly sur Seine
- 9) Monsieur Gilles de St Blanquat, directeur de succursale automobile, 27 rue de Passy 75 016 Paris
- 10) Madame Claire Planton, chargée de mission, 21 avenue Jean Moulin, 75 014 Paris

ONT ETABLI AINSI QU'IL SUIT LES STATUTS D'UNE SOCIETE ANONYME NE FAISANT PAS APPEL PUBLIC A L'EPARGNE DEVANT EXISTER ENTRE EUX.

TITRE I : FORME-DENOMINATION-OBJET-SIEGE-DUREE

Article 1 - FORME

Il existe entre les propriétaires des actions ci-après créées et de celles qui pourront l'être ultérieurement, une société anonyme régie par les lois en vigueur et par les présents statuts.

Article 2 - DENOMINATION

La dénomination sociale est :

Entrepreneuriat Editions

Dans tous les actes et documents émanant de la société la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie des mots "société anonyme" ou des initiales "S.A." et de l'énonciation du montant du capital social.

VISÉ POUR ÉMISSION ET ENREGISTRÉ À LA RECETTE
DE VANVES LE 24 NOV. 1999
91
REQU
Signature *[Signature]*
Le Receveur Principal des Impôts

DUPLICATA

315/1
6 fois
Mille Cinq cents francs

Mlle A. BUNAKI

Article 3 - OBJET

La société a pour objet en France et en tous pays :

La société a pour objet l'édition de CD-roms, d'ouvrages papiers, de produits multimédia sur les thèmes liés à la création, la reprise et la gestion d'entreprises, le tout directement ou indirectement, pour son compte ou pour le compte de tiers, soit seule, soit avec des tiers, au moyen de création de sociétés ou groupements nouveaux, d'apports, de souscription, d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion, d'alliance de société, en participation ou de prise en location ou en gérance de tous biens ou droits, ou autrement ; et généralement, toutes opérations financières, commerciales, industrielles, civiles, immobilières ou mobilières pouvant se rattacher, directement ou indirectement, à l'un des objets spécifiés ci-dessus ou à tout objet similaire ou connexe ou de nature à favoriser le développement du patrimoine social.

Article 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à Vanves 9 bis rue d'Issy 92 170

Il peut être transféré, en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par une simple décision du conseil d'administration, sous réserve de ratification de cette décision par la prochaine assemblée générale ordinaire et partout ailleurs en France en vertu d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, sous réserve des dispositions légales en vigueur.

Lors d'un transfert décidé par le conseil d'administration, celui-ci est autorisé à modifier les statuts en conséquence.

Article 5 - DUREE

La durée de la société est de 99 ans à compter de la date de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation décidée par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires.

TITRE II : CAPITAL

Article 6 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à 250 000 Francs

Il est divisé en 250 actions de 1 000 Francs chacune, il est composé de 250 actions en numéraires, libérées pour moitié et de leur valeur nominale.

Les actions en numéraire sont libérées dans les conditions suivantes

La moitié des sommes soit 125 000 F est libérée à la constitution de la société, la deuxième moitié étant libérée au 15 janvier 2 000 ainsi qu'il résulte du certificat de dépôt de fonds établi par la banque à savoir :

FT AM LA CR sur CP. MB Ch Le BM

1- Apports en numéraires

Les soussignés apportent à la société

- Arnaud Maigre

152 actions, soit 152 000 Francs dont 76 000 Francs libérés à ce jour

- Claire de Ravel

51 actions, soit 51 000 Francs dont 25 500 Francs libérés à ce jour

- Myriam Arles

21 actions, soit 21 000 Francs dont 10 500 Francs libérés à ce jour

- Martine Van Went

20 actions, soit 20 000 Francs dont 10 000 Francs libérés à ce jour

- Frédéric Tain

1 action, soit 1 000 Francs dont 500 Francs libérés à ce jour

- Claude Karr

1 action, soit 1 000 Francs dont 500 Francs libérés à ce jour

- ETC SA

1 action soit 1 000 Francs dont 500 Francs libérés à ce jour

- Jean-Eudes Lébeaupin

1 action soit 1 000 Francs dont 500 Francs libérés à ce jour

- Gilles de St Blanquat

1 action soit 1 000 Francs dont 500 Francs libérés à ce jour

- Claire Planton

1 action soit 1 000 Francs dont 500 Francs libérés à ce jour

La somme totale versée par les actionnaires, soit 125 000 Francs, a été régulièrement déposée sur le compte n°: 04996706726 ouvert au nom de la société en formation ainsi qu'il résulte du certificat de la banque BICS – Banque Populaire ; 1, Boulevard du Lycée – 92 170 Vanves dépositaire des fonds, établi le 10/11/99 sur présentation de la liste des souscripteurs mentionnant les sommes versées par chacun d'eux, certifié sincère et véritable par M Maigre fondateur.

TITRE III – ADMISSION - RETRAIT

Article 7 - AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social peut être augmenté par tous modes et de toutes manières autorisés par la loi.

L'assemblée générale extraordinaire est seule compétente pour décider l'augmentation du capital, sur le rapport du conseil d'administration contenant les indications requises par la loi.

FT AM LA CR YWW CP- MS CK le BM

Conformément à la loi, les actionnaires ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital, droit auquel ils peuvent renoncer à titre individuel. Ils disposent, en outre, d'un droit de souscription à titre réductible si l'assemblée générale l'a décidé expressément.

Le droit à l'attribution d'actions nouvelles, à la suite de l'incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes d'émission, appartient au nu-propriétaire, sous réserve des droits de l'usufruitier.

Article 8 - REDUCTION DU CAPITAL SOCIAL

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires peut aussi, sous réserve, le cas échéant, des droits des créanciers, autoriser ou décider la réduction du capital social pour telle cause et de telle manière que ce soit, mais, en aucun cas, la réduction de capital ne peut porter atteinte à l'égalité entre actionnaires.

La réduction du capital social, quelle qu'en soit la cause, à un montant inférieur au minimum légal, ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci au moins au minimum légal, à moins que la société ne se transforme en société d'une autre forme n'exigeant pas un capital supérieur au capital social après sa réduction.

A défaut, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société ; celle-ci ne peut être prononcée si, au jour où le tribunal statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

Article 9 - LIBERATION DES ACTIONS

Les actions souscrites en numéraire en augmentation du capital social doivent être libérées selon les modalités fixées par l'assemblée générale extraordinaire, libération qui ne peut être inférieure à la moitié au moins de leur valeur nominale lors de leur souscription et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur appel du conseil d'administration, dans le délai de cinq ans à compter du jour où cette augmentation de capital est devenue définitive.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des souscripteurs, quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à chaque titulaire d'actions.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions porte, de plein droit et sans qu'il soit besoin de procéder à une formalité quelconque, intérêt au taux légal, à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la société, peut exercer contre l'actionnaire défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

Article 10 - FORME DES ACTIONS

Les actions sont nominatives, elles donnent lieu à une inscription en compte individuel dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi.

Ces comptes individuels peuvent être des comptes nominatifs purs ou des comptes nominatifs administrés au choix de l'actionnaire.

Fr Am HA CR YWW CP. SBS EK le BM

Article 11 - INDIVISIBILITE DES ACTIONS

Les actions sont indivisibles à l'égard de la société. Les copropriétaires indivis d'actions sont représentés aux assemblées générales par l'un d'eux ou par un mandataire de leur choix.

A défaut d'accord entre eux sur le choix d'un mandataire, celui-ci est désigné par ordonnance du président du tribunal de commerce statuant en référé à la demande du copropriétaire le plus diligent.

Le droit de vote attaché à l'action appartient à l'usufruitier dans les assemblées générales ordinaires et au nu-propriétaire dans les assemblées générales extraordinaires. Cependant, les actionnaires peuvent convenir entre eux de toute autre répartition pour l'exercice du droit de vote aux assemblées générales.

En ce cas, ils devront porter leur convention à la connaissance de la société par lettre recommandée adressée au siège social, la société étant tenue de respecter cette convention pour toute assemblée générale qui se réunirait après l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi de la lettre recommandée, le cachet de la poste faisant foi de la date d'expédition.

Le droit de l'actionnaire d'obtenir communication de documents sociaux ou de les consulter peut également être exercé par chacun des copropriétaires d'actions indivises par l'usufruitier et le nu-propriétaire d'actions.

Article 12 - CESSION ET TRANSMISSION DES ACTIONS

I - La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel ouvert au nom de leur titulaire dans les registres de la société. Les cessions d'actions s'opèrent par un ordre de mouvement qui doit être revêtu de la signature du titulaire des titres cédés. Le mouvement est mentionné sur ces registres.

La société est tenue de procéder à cette transcription le jour même de la réception de l'ordre de mouvement.

Si les actions ne sont pas entièrement libérées, l'ordre de mouvement doit être signé en outre, par le cessionnaire.

La société peut exiger que la signature des parties soit certifiée par un officier public ou le maire de leur domicile, sous réserve des exceptions prévues par la loi.

Les transmissions d'actions à titre gratuit, ou en suite de décès, s'opèrent également par un ordre de mouvement mentionné sur le registre des mouvements, sur justification de la mutation dans les conditions légales.

Les frais de transfert sont à la charge des cessionnaires sauf convention contraire entre cédants et cessionnaires.

Les actions non libérées des versements exigibles ne sont pas admises au transfert.

FT AM Inf CR REVU CP- SSB - CH le Bm

II - Sauf en cas de succession en ligne directe, de liquidation de biens de communauté entre époux ou de cession, soit à un conjoint, soit à un ascendant ou à un descendant ou au profit d'une personne nommée administrateur, la cession d'actions à un tiers non actionnaire, à quelque titre que ce soit, est soumise à l'agrément du conseil d'administration.

A cet effet, le cédant doit en faire la déclaration à la société, par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec avis de réception en indiquant les nom, prénoms, profession et domicile du cessionnaire, ou la dénomination et le siège social s'il s'agit d'une société le nombre des actions dont la cession est envisagée ainsi que le prix offert. Dans les trois mois qui suivent cette déclaration, le conseil d'administration est tenu de notifier au cédant s'il accepte ou refuse la cession projetée.

A défaut de notification dans ce délai de trois mois, l'agrément est réputé acquis.

La décision d'acceptation doit être prise à la majorité, des administrateurs présents ou représentés, le cédant s'il est administrateur ne prenant pas part au vote. Conformément à la loi et aux présents statuts la présence effective de la moitié, au moins des administrateurs en fonctions est nécessaire.

La décision n'est pas motivée et, en cas de refus, elle ne peut jamais donner lieu à une réclamation quelconque.

Dans les dix jours de la décision, le cédant doit en être informé par lettre recommandée. En cas de refus, le cédant aura huit jours pour faire connaître dans la même forme s'il renonce ou non à son projet de cession.

Si le cédant ne renonce pas à son projet, le conseil d'administration est tenu de faire acquérir les actions, soit par des actionnaires ou par des tiers, soit, avec le consentement du cédant, par la société, en vue d'une réduction du capital, et ce, dans le délai de trois mois à compter de la notification du refus.

Cette acquisition a lieu moyennant un prix qui, à défaut d'accord entre les parties est déterminé, par voie d'expertise dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil.

En vue de régulariser le virement de compte à compte au profit du ou des acquéreurs désignés par le conseil d'administration, le cédant sera invité, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par acte extrajudiciaire, à signer l'ordre de mouvement et à percevoir le prix de cession dont le montant sera précisé par cette invitation et ce dans un délai de dix jours la date d'expédition apposée sur le récépissé postal faisant foi pour le point de départ de ce délai en cas d'emploi d'une lettre recommandée.

Pendant ledit délai, le cédant pourra encore faire connaître à la société, son intention de renoncer à la cession envisagée.

Si dans le délai imparti, le cédant n'a déféré à l'invitation, ni renoncé à son projet de cession, le virement de compte à compte sera régularisé d'office par simple décision du conseil d'administration puis sera notifié au cédant dans le délai de dix jours de sa date, avec invitation à se présenter au siège social pour recevoir le prix de cession, soit par lui-même, soit par une personne dûment autorisée à cet effet.

FT AM LA CR www CP- NB-Cat R Bu

Lorsque l'achat n'a pas été réalisé dans le délai de trois mois, ou dans celui éventuellement prolongé par décision de justice, la société, pourra impartir au cédant un délai qui ne pourra être inférieur à 30 jours pour régulariser le projet de cession initial.

Faute de quoi, il sera réputé y avoir renoncé.

Les dispositions qui précèdent sont applicables à toutes les cessions à un tiers, même aux adjudications publiques en vertu d'une ordonnance de justice ou autrement.

La clause d'agrément, objet du présent article, peut s'appliquer également à la cession de droit à attribution en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, provisions ou bénéfices. Elle s'applique également au cas de cession des droits de souscription et d'augmentation de capital par voie d'apport en numéraire.

Dans l'un et l'autre cas, le droit d'agrément et les conditions de rachat stipulées au présent article s'exercent sur les actions souscrites, et le délai imparti au conseil d'administration pour notifier au tiers souscripteur s'il accepte ou non de maintenir celui-ci comme actionnaire est de trois mois à compter de la date de réalisation définitive de l'augmentation de capital.

Article 13 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

Outre le droit de vote qui lui est attribué par la loi, chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

Les actionnaires sont responsables à concurrence du montant nominal des actions qu'ils possèdent .

Les droits et obligations suivent l'action quel qu'en soit le titulaire.

La possession d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux décisions de l'assemblée générale.

Les héritiers, créanciers, ayants-droit ou autres représentants d'un actionnaire ne peuvent requérir l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société ni en demander le partage ou la licitation, ni s'immiscer dans les actes de son administration ; ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de l'assemblée générale.

Chaque fois qu'il est nécessaire, pour exercer un droit quelconque, de posséder plusieurs actions, en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution d'actions, ou en conséquence d'augmentation ou de réduction de capital, de fusion ou autre opération sociale, les propriétaires d'actions isolées, ou en nombre inférieur à celui requis, ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement, de l'achat ou de la vente d'actions nécessaires.

A moins d'une prohibition légale, il sera fait masse entre toutes les actions de toutes exonérations ou imputations fiscales, comme de toutes taxations susceptibles d'être prises en charge par la société avant de procéder à toute répartition ou à tout remboursement, au cours de l'existence de la société ou à sa liquidation, de telle sorte que, compte tenu de leur valeur nominale et de leur jouissance respectives, toutes les actions de même catégorie reçoivent la même somme nette.

FT AM MA CRVW cl. 83 - ch R BM

TITRE IV : ADMINISTRATION ET CONTROLE DE LA SOCIETE

Article 14 - COMPOSITION ET NOMINATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

La société est administrée par un conseil d'administration de trois membres au moins et de vingt quatre au plus, sous réserve de la dérogation prévue par la loi en cas de fusion.

Les administrateurs peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales ; ces dernières doivent, lors de leur nomination, désigner un représentant permanent qui est soumis aux mêmes conditions et obligations et qui encourt les mêmes responsabilités que s'il était administrateur en son nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente ; ce mandat de représentant permanent lui est donné pour la durée de celui de la personne morale qu'il représente ; il doit être renouvelé à chaque renouvellement de mandat de celle-ci.

Si la personne morale révoque le mandat de son représentant, elle est tenue de notifier cette révocation à la société, sans délai, par lettre recommandée, ainsi que l'identité de son nouveau représentant permanent. Il en est de même en cas de décès, de démission ou d'empêchement prolongé du représentant permanent.

Les administrateurs personnes physiques ne peuvent appartenir au total à plus de huit conseils d'administration ou conseils de surveillance de sociétés anonymes ayant leur siège en France métropolitaine, sauf les exceptions prévues par la loi.

Un salarié de la société peut être nommé administrateur si son contrat de travail correspond à un emploi effectif ; il ne perd pas le bénéfice de ce contrat de travail. Toutefois, le nombre des administrateurs liés à la société par un contrat de travail ne peut dépasser le tiers des membres en fonction.

Article 15 – DUREE DES FONCTIONS ET LIMITES D'AGE

Les administrateurs sont nommés ou renouvelés dans leurs fonctions par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires qui peut les révoquer à tout moment.

La durée de leurs fonctions est de six années au plus.

Les fonctions d'un administrateur prennent fin à l'issue de la réunion de l'assemblée générale ordinaire qui statue sur les comptes de l'exercice écoulé, tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat dudit administrateur.

Les administrateurs sont toujours rééligibles.

Nul ne peut être nommé administrateur si, ayant dépassé l'âge de 70 ans, sa nomination a pour effet de porter à plus du tiers des membres du conseil le nombre d'administrateurs ayant dépassé cet âge. Si du fait qu'un administrateur en fonction vient à dépasser l'âge de 70 ans, la proportion du tiers ci-dessus visée est dépassée, l'administrateur le plus âgé est réputé démissionnaire d'office à l'issue de la plus proche assemblée générale ordinaire.

FT AM HA ERHOU CP. MS CK R Bu

Article 16 - VACANCES – COOPTATION-RATIFICATION

Si un ou plusieurs sièges d'administrateurs deviennent vacants entre deux assemblées générales, par suite de décès ou de démission, le conseil d'administration peut procéder à une ou à des nominations à titre provisoire.

Les nominations d'administrateurs faites par le conseil d'administration sont soumises à la ratification de la plus prochaine assemblée générale ordinaire. A défaut de ratification, les délibérations prises et les actes accomplis antérieurement par le conseil n'en demeurent pas moins valables.

S'il ne reste plus qu'un seul ou deux administrateurs en fonction, celui-ci ou ceux-ci ou, à défaut le ou les commissaires aux comptes, doivent convoquer immédiatement l'assemblée générale ordinaire des actionnaires à l'effet de compléter le conseil.

L'administrateur nommé en remplacement d'un autre ne demeure en fonction que pendant le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur.

Article 17 - ADMINISTRATEURS - PROPRIETE D'ACTIONS

Les administrateurs, conformément aux dispositions de l'article 95 de la loi du 24 Juillet 1966, modifiée par la loi du 5 Janvier 1988 doivent être propriétaires de 1 action.

Les administrateurs nommés en cours de vie sociale peuvent ne pas être actionnaires au moment de leur nomination, mais doivent le devenir dans le délai de trois mois à défaut de quoi ils seront réputés démissionnaires d'office.

Article 18 - BUREAU DU CONSEIL

Le conseil d'administration nomme, parmi ses membres personnes physiques, un président et éventuellement un vice-président dont il fixe la durée des fonctions sans qu'elle puisse excéder la durée de son mandat d'administrateur.

Le conseil peut également nommer un secrétaire, même en dehors de ses membres.

En cas d'absence ou d'empêchement du président, la séance du conseil est présidée par le vice-président exerçant les fonctions de directeur général ou le vice-président le plus ancien.

A défaut, le conseil désigne parmi ses membres le président de séance.

Le Président, les vice-présidents et le secrétaire peuvent toujours être réélus.

Article 19 - DELIBERATION DU CONSEIL – PROCES VERBAUX

Le conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige, sur la convocation de son Président ou celle du tiers au moins de ses membres, même si la dernière réunion date de moins de deux mois.

FT AM LA CR RVW CP- SVB CK R BY

La réunion a lieu au siège social soit en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

En principe, la convocation doit être faite trois jours à l'avance par lettre, mais elle peut être verbale et sans délai si tous les administrateurs y consentent.

Toute convocation doit mentionner les principales questions figurant à l'ordre du jour.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés, chaque administrateur disposant d'une voix et chaque membre présent ne pouvant disposer que d'un seul pouvoir.

Pour la validité des délibérations, la présence effective de la moitié au moins des administrateurs est nécessaire.

En cas de partage, la voix du président de séance est prépondérante.

Il est tenu un registre de présence qui est signé par les administrateurs participant à la séance du conseil d'administration.

Les délibérations du conseil sont constatées par des procès-verbaux établis conformément aux dispositions légales en vigueur et signés par le président de la séance et par un administrateur ou, en cas d'empêchement du président, par deux administrateurs.

Article 20 - POUVOIRS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société et pour faire ou autoriser toutes les opérations intéressant l'activité de la société, telle qu'elle est fixée dans l'objet social.

Dans les rapports avec les tiers, la société est engagée même par les actes du conseil d'administration qui ne relèvent pas de l'objet social à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Tous actes d'administration et même de disposition qui ne sont pas expressément réservés à l'assemblée générale par la loi et par les présents statuts sont de sa compétence.

Le conseil d'administration peut consentir à tous mandataires de son choix toutes délégations de pouvoirs dans la limite de ceux qui lui sont conférés par la loi et par les présents statuts.

Article 21 – PRESIDENCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le président du conseil d'administration assume, sous sa responsabilité, la direction générale de la société et la représente dans ses rapports avec les tiers, avec les pouvoirs les plus étendus, dans la limite de l'objet social, sous réserve, toutefois, des pouvoirs expressément attribués par la loi aux assemblées générales et des pouvoirs spécifiques du conseil d'administration.

ET AM LA CR WU CP-873 -CA V BM

Le président engage la société même par les actes qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer, compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Toute limitation des pouvoirs du président par décision du conseil d'administration est sans effet à l'égard des tiers.

Article 22 – DIRECTION GENERALE

Sur la proposition du président, le conseil d'administration peut nommer un directeur général ou plusieurs, dans les cas autorisés par la loi.

Les directeurs généraux sont obligatoirement des personnes physiques ; ils peuvent être choisis parmi les administrateurs ou en dehors d'eux.

Nul ne peut être nommé directeur général s'il est âgé de plus de 65 ans. D'autre part, si un directeur général en fonctions vient à dépasser cet âge, il est réputé démissionnaire à l'issue de la plus prochaine réunion du conseil d'administration.

Les directeurs généraux sont révocables à tout moment par le conseil d'administration, sur la proposition du président. En cas de décès, démission ou révocation de ce dernier, ils conservent, sauf décision contraire du conseil, leurs fonctions et leurs attributions jusqu'à la nomination du nouveau Président.

L'étendue et la durée des pouvoirs délégués aux directeurs généraux sont déterminés par le conseil d'administration en accord avec le président. Toutefois, la limitation de ces pouvoirs n'est pas opposable aux tiers, vis-à-vis desquels chaque directeur général a les mêmes pouvoirs que le Président.

Lorsqu'un directeur général est administrateur, la durée de ses fonctions ne peut excéder celle de son mandat.

Article 23 - DELEGATION DE POUVOIRS

Le conseil d'administration peut confier à tous mandataires, choisis parmi ses membres ou en dehors de son sein, des missions permanentes ou temporaires qu'il détermine, leur déléguer les pouvoirs et fixer la rémunération qu'il juge convenable.

En cas d'empêchement temporaire ou de décès du président, le conseil d'administration peut déléguer un administrateur dans les fonctions de président ; en cas d'empêchement, cette délégation est de durée limitée et renouvelable ; en cas de décès, elle vaut jusqu'à élection du nouveau président.

FT AM LA CRFOW CP-MCH. VR BM

Article 24 - REMUNERATION DES ADMINISTRATEURS, DU PRESIDENT, DES DIRECTEURS GENERAUX ET DES MANDATAIRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

L'assemblée générale ordinaire peut allouer aux administrateurs des jetons de présence, dont le montant est porté aux frais généraux de la société et reste maintenu jusqu'à décision contraire de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration répartit librement cette rémunération entre ses membres.

La rémunération du président du conseil d'administration et celle du ou des directeurs généraux est fixée par le conseil d'administration; elles peuvent être fixes ou proportionnelles ou à la fois fixes et proportionnelles.

Il peut être alloué par le conseil d'administration des rémunérations exceptionnelles pour les missions ou mandats confiés à des administrateurs ; dans ce cas ces rémunérations sont portées aux charges d'exploitation et soumises à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire.

Aucune autre rémunération, permanente ou non, que celles ici prévues ne peut être allouée aux administrateurs, sauf s'ils sont liés à la société par un contrat de travail dans les conditions autorisées par la loi.

Article 25 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET UN ADMINISTRATEUR OU UN DIRECTEUR GENERAL

Toute convention intervenant entre la société et l'un de ses administrateurs ou directeurs généraux, soit directement, soit indirectement, soit par personne interposée, doit être soumise à l'autorisation préalable du conseil d'administration.

Sont également soumises à autorisation préalable les conventions intervenant entre la société et une autre entreprise, si l'un des administrateurs ou directeurs généraux de la société est propriétaire, associé en nom, gérant, administrateur, directeur général membre du conseil de surveillance ou du directoire de l'entreprise.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes de la société et conclues à des conditions normales.

L'administrateur ou le directeur général intéressé est tenu d'informer le conseil dès qu'il a connaissance d'une convention soumise à autorisation. Il ne peut prendre part au vote sur l'autorisation sollicitée.

Ces conventions sont autorisées dans les conditions prévues par la loi.

Article 26 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires sont nommés et exercent leur mission de contrôle conformément à la loi.

FT AM LA CREVE CP. JB CA V BM

Ils ont pour mission permanente, à l'exclusion de toute immixtion dans la gestion, de vérifier les livres et les valeurs de la société et de contrôler la régularité et la sincérité des comptes sociaux.

L'assemblée générale nomme également un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants, appelés à remplacer les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès, de ces derniers.

TITRE V – ASSEMBLEE GENERALE

Article 27 – NATURE DES ASSEMBLEES

Les décisions collectives des actionnaires sont prises en assemblée générale.

Les assemblées générales ordinaires sont celles qui sont appelées à prendre toutes décisions qui ne modifient pas les statuts.

Les assemblées générales extraordinaires sont celles qui sont appelées à décider ou autoriser des modifications directes des statuts.

Les délibérations des assemblées générales obligent tous les actionnaires, même absents, dissidents ou incapables.

Article 28 - CONVOCATION ET REUNION DES ASSEMBLEES GENERALES

Les assemblées générales sont convoquées soit par le conseil d'administration, soit par le ou les commissaires aux comptes en cas d'urgence, soit par toute personne habilitée à cet effet.

Les assemblées générales sont réunies au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

La convocation est faite, quinze jours avant la date de l'assemblée, soit par lettre simple ou recommandée adressée à chaque actionnaire, soit par un avis inséré dans un journal d'annonces légales du département du siège social. En cas de convocation par insertion, chaque actionnaire doit également être convoqué par lettre simple ou, sur sa demande et à ses frais, par lettre recommandée.

Lorsqu'une assemblée n'a pu délibérer, faute de réunir le quorum requis, la deuxième assemblée et le cas échéant la deuxième assemblée prorogée, sont convoquées six jours au moins à l'avance dans les mêmes formes que la première. L'avis et/ou les lettres de convocation de cette deuxième assemblée reproduisent la date et l'ordre du jour de la première.

Chaque avis et/ou lettre de convocation doivent contenir les mentions prescrites par la loi.

Fi AM MA CR *[signature]* CP-OB CR *[signature]*

Article 29 - ORDRE DU JOUR

L'ordre du jour des assemblées est arrêté par l'auteur de la convocation.

Un ou plusieurs actionnaires, représentant au moins la quotité du capital social, fixée par la loi, et agissant dans les conditions et délais légaux, ont la faculté de requérir, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, l'inscription à l'ordre du jour de l'assemblée de projets de résolutions.

L'assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour, lequel ne peut être modifié sur deuxième convocation. Elle peut, toutefois, en toutes circonstances, révoquer un ou plusieurs administrateurs et procéder à leur remplacement.

Article 30 - ADMISSION AUX ASSEMBLEES - POUVOIRS

Tout actionnaire a le droit de participer aux assemblées générales et de participer aux délibérations personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, sur simple justification de son identité et, également, de la propriété de ses titres sous la forme et dans le délai mentionnés dans la convocation sans, toutefois, que ce délai puisse excéder cinq jours francs avant la réunion de l'assemblée.

Tout actionnaire ne peut se faire représenter que par son conjoint ou par un autre actionnaire. A cet effet, le mandataire doit justifier de son mandat.

Les représentants légaux d'actionnaires juridiquement incapables et les personnes physiques représentant des personnes morales actionnaires prennent part aux assemblées, qu'ils soient ou non personnellement actionnaires.

Tout actionnaire peut voter par correspondance au moyen d'un formulaire établi et adressé à la société dans les conditions fixées par la loi.

Article 31 – TENUE DE L'ASSEMBLEE - BUREAU - PROCES-VERBAUX

Une feuille de présence contenant les indications prescrites par la loi est tenue à chaque assemblée.

Cette feuille de présence, dûment émargée par les actionnaires présents et les mandataires et à laquelle sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire et, le cas échéant, les formulaires de vote par correspondance, est certifiée exacte par le bureau de l'assemblée.

Les assemblées sont présidées par le président du conseil d'administration ou, en son absence, par un vice-président ou par un administrateur spécialement délégué à cet effet par le conseil.

En cas de convocation par le ou les commissaires aux comptes, l'assemblée est présidée par l'un d'eux. A défaut l'assemblée élit elle-même son président.

Les fonctions de scrutateur sont remplies par les deux actionnaires présents et acceptants, disposant, tant par eux-mêmes que comme mandataires, du plus grand nombre de voix.

Le bureau ainsi composé désigne un secrétaire qui peut ne pas être actionnaire.

FT AM HA CR WUE CP. VB CA JR BM

Les membres du bureau ont pour mission de vérifier, certifier et signer la feuille de présence, de veiller à la bonne tenue des débats, de régler les incidents de séance, de contrôler les votes émis et d'en assurer la régularité et de veiller à l'établissement du procès-verbal.

Les procès-verbaux sont dressés et les copies ou extraits des délibérations sont délivrés et certifiés conformément à la loi.

Article 32 - QUORUM - VOTE

Le quorum est calculé sur l'ensemble des actions composant le capital social et, dans les assemblées spéciales, sur l'ensemble des actions de la catégorie intéressée, déduction faite des actions privées du droit de vote en vertu des dispositions de la loi.

En cas de vote par correspondance, il ne sera tenu compte pour le calcul du quorum que des formulaires reçus par la société trois jours au moins avant la date de l'assemblée.

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix.

Le vote s'exprime, à main levée, ou par appel nominal, ou au scrutin secret selon ce qu'en décide le bureau de l'assemblée. Les actionnaires peuvent aussi voter par correspondance.

Article 33 - ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

L'assemblée générale ordinaire prend toutes décisions excédent les pouvoirs du conseil d'administration qui ne modifient pas les statuts.

Elle est réunie au moins une fois l'an, dans les six mois de la clôture de l'exercice social, pour statuer sur les comptes de l'exercice social précédent.

L'assemblée générale ordinaire ne délibère valablement, sur première convocation, que si les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance possèdent au moins le quart des actions ayant le droit de vote.

Sur deuxième convocation, aucun quorum n'est requis. Elle statue à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés ou votant par correspondance.

Article 34 - ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

L'assemblée générale extraordinaire est seule habilitée à modifier les statuts dans toutes leurs dispositions. Elle ne peut, toutefois, augmenter les engagements des actionnaires, sous réserve des opérations résultant d'un échange ou d'un regroupement d'actions régulièrement décidé et effectué.

L'assemblée générale extraordinaire ne délibère valablement que si les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance, possèdent au moins, sur première convocation, le tiers et, sur deuxième convocation, le quart des actions ayant le droit de vote. A défaut de ce dernier

FT AM JLT CR FOU CR SB CR JR BM

quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée.

Elle statue à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés, ou votant par correspondance.

Par dérogation légale aux dispositions qui précèdent, l'assemblée générale qui décide une augmentation de capital par voie d'incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, peut statuer aux conditions de quorum et de majorité d'une assemblée générale ordinaire.

Dans les assemblées générales extraordinaires à forme constitutive c'est à dire appelées à délibérer sur l'approbation d'un apport en nature ou l'octroi d'un avantage particulier, l'apporteur ou le bénéficiaire, n'a voix délibérative, ni pour lui-même ni comme mandataire.

Article 35 - DROIT DE COMMUNICATION DES ACTIONNAIRES

Tout actionnaire a le droit d'obtenir communication des documents nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause et de porter un jugement informé sur la gestion et la marche de la société.

La nature de ces documents et les conditions de leur envoi ou mise à disposition sont déterminées par la loi et les règlements.

TITRE VI – COMPTES SOCIAUX ET REPARTITION DES BENEFICES

Article 36 - EXERCICE SOCIAL

L'année sociale commence le 1^e janvier et finit le 31 décembre.

Par exception, le premier exercice social comprendra le temps à courir à compter de la date d'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés jusqu'au 31 décembre 2000.

Article 37 - INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales conformément à la loi.

A la clôture de chaque exercice, le conseil d'administration dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires. Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis par la société est mentionné à la suite du bilan.

FS M LA CR 1000 CP 873 Ct 12 Bm

Le conseil d'administration établit le rapport de gestion sur la situation de la société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi, ses activités en matière de recherche et de développement.

Article 38 - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé 5 % au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une raison quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la loi et des statuts et augmenté du report bénéficiaire.

Ce bénéfice est réparti entre tous les actionnaires, proportionnellement au nombre d'actions appartenant à chacun d'eux.

Toutefois, après prélèvement des sommes portées en réserve, en application de la loi, l'assemblée générale peut prélever toutes sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserve facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

Les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice. L'assemblée générale peut, en outre, décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux actionnaires lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou en partie au capital.

Les pertes, s'il en existe, sont, après l'approbation des comptes par l'assemblée générale, reportées à nouveau pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

Article 39 - MISE EN PAIEMENT DES DIVIDENDES

L'assemblée générale a la faculté d'accorder à chaque actionnaire pour tout ou partie du dividende mis en distribution, une option entre le paiement du dividende en actions dans les conditions légales ou en numéraire.

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par l'assemblée générale, ou, à défaut, par le conseil d'administration.

La mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

FT M LA CR ~~www~~ CP XB Cb K BM

Toutefois, lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice, et certifié par un commissaire aux comptes, fait apparaître que la société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite, s'il y a lieu, des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve, en application de la loi ou des statuts, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

Aucune répétition de dividende ne peut être exigée des actionnaires, sauf lorsque la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et que la société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances. Le cas échéant, l'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes.

Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

Article 40 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le conseil d'administration est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de convoquer l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, dans le délai fixé par la loi et sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum, réduit d'un montant égal à celui des pertes constatées si, dans ce délai, les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Dans les deux cas, la décision de l'assemblée générale est publiée dans les conditions légales.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société. Il en est de même si les actionnaires n'ont pu délibérer valablement.

Toutefois, le Tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

TITRE VII – TRANSFORMATION – DISSOLUTION – LIQUIDATION- CONTESTATION

Article 41 – TRANSFORMATION

La société peut se transformer en société d'une autre forme si, au moment de la transformation, elle a au moins deux ans d'existence et si elle a établi et fait approuver par les actionnaires les bilans de ses deux premiers exercices.

La décision de transformation en société d'une autre forme est prise sur le rapport des commissaires aux comptes de la société, lequel doit attester que les capitaux propres sont au moins égaux au capital social.

FT AM MA CR JUV CP. SB CK K BY

La transformation en société en commandite simple ou par action est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts et avec l'accord de tous les actionnaires devenant associés commandités.

La transformation en société à responsabilité limitée est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts des sociétés de cette forme.

Article 42 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

Hors les cas de dissolution prévus par la loi, et sans prorogation régulière, il y aura dissolution de la société à l'expiration du terme fixé par les statuts ou par décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires.

Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par cette assemblée générale extraordinaire, aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les assemblées générales ordinaires.

Le liquidateur représente la société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers et répartir le solde disponible.

L'assemblée générale des actionnaires peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

L'actif net subsistant après remboursement du nominal des actions est partagé entre les actionnaires dans les mêmes proportions que leur participation au capital.

En cas de réunion de toutes les actions en une seule main, la décision éventuelle de dissolution, qu'elle soit volontaire ou judiciaire, entraîne, dans les conditions prévues par la loi, la transmission du patrimoine social à l'actionnaire unique sans qu'il y ait lieu à liquidation.

Article 43 - CONTESTATION

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la société ou de sa liquidation, soit entre les actionnaires, les administrateurs et la société, soit entre les actionnaires eux-mêmes, relativement aux affaires sociales, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

TITRE VIII- CONSTITUTION DE LA SOCIETE

Article 44 - ADMINISTRATION

Sont nommés comme premiers administrateurs, pour une durée de trois ans, qui se terminera à l'issue de la réunion de l'assemblée générale ordinaire annuelle tenue en 2002 et appelée à statuer sur les comptes de l'exercice social écoulé :

- Monsieur Arnaud Maigre
de nationalité française
né le 7 10 60 à Poitiers

FT  MA  R  et- SB  Ck  R   

demeurant 29, avenue Georges Mandel 75116 - Paris

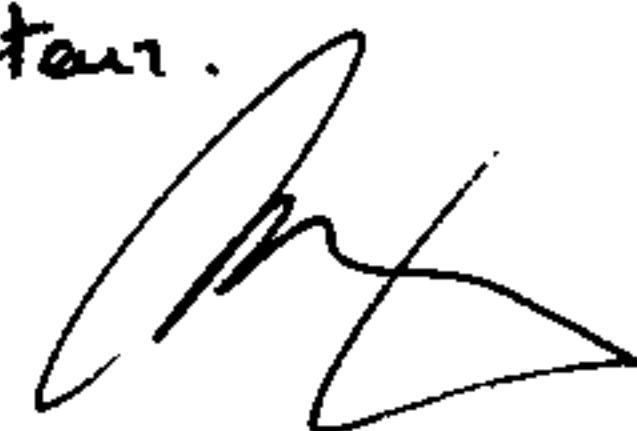
- Madame Claire de Ravel
de nationalité française
née le 10 01 48 à Montmorrot
demeurant 79 rue Marcadet, 7 018 - Paris

- Monsieur Jean-Eudes Lébeaupin
de nationalité française
né le 9 09 62 à Nantes
demeurant 29 avenue du général Leclerc de Hautecloque 92200 - Neuilly sur Seine

- Madame Martine Van Went
de nationalité française
née le 23 07 49 à Marseille
demeurant 3 rue Ernest Renan, 92310 - Sèvres

- Monsieur Frédéric Tain
de nationalité française
né le 9 11 66 à Paris 14ème
demeurant Résidence près hauts Bât 1, 97, avenue Roger Salengro, 92290 - Chatenay Malabry.

- Monsieur Bernard Meier *au titre de la société ETC, administrateur.*
de nationalité française
né le 2 2 49 à Neuilly sur Seine
demeurant 9 rue de Kronstadt 92380 - Garches



- Madame Claire Planton
de nationalité Française
née le 29 01 67 à St Chamond
demeurant 21 avenue Jean Moulin 75014 - Paris

Chacun d'eux déclare qu'il accepte les fonctions qui viennent de lui être confiées et qu'il n'existe de son chef aucune incompatibilité ni aucune interdiction pouvant faire obstacle à sa nomination.

Article 45 – DESIGNATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Sont désignés, pour une durée de six exercices, soit jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2006 :

1°) aux fonctions de commissaire aux comptes titulaire :

- Madame Pennel Phyadi
Figexpert SARL
2 rue Bourgon
75013 - Paris

2°) aux fonctions de commissaire aux comptes suppléant :

Fi PH HA CR Weber CP. SB CK R Ben

- Monsieur Hervé Poubeau
28 rue Gambetta
94270 - Le Kremlin Bicêtre

lesquels, interviennent aux présentes à l'effet d'accepter lesdites fonctions, chacun d'eux précisant que les dispositions légales instituant des incompatibilités ou des interdictions de fonctions ne peuvent lui être appliqués.

Article 46 – JOUISSANCE DE LA PERSONNALITE MORALE

La société ne jouira de la personnalité morale qu'à dater de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

En attendant l'accomplissement de la formalité d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, les actionnaires soussignés donnent mandat exprès à Monsieur Maigre avec faculté d'agir ensemble ou séparément, à l'effet :

- d'ouvrir tout compte bancaire ou postal
- accomplir les démarches administratives et la prospection nécessaires à la constitution et à la mise en route de l'activité sociale ;
- passer et souscrire, pour le compte de la société en formation, les actes et engagements entrant dans l'objet statutaire et conformes à l'intérêt social, à l'exclusion de ceux pour lesquels il est requis une autorisation préalable des actionnaires.

Ces actes et engagements seront repris par la société du seul fait de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

Article 47 – PUBLICITE - POUVOIRS

Tous pouvoirs sont donnés à Monsieur Arnaud Maigre pour procéder aux formalités de constitution de la société et, notamment, pour remplir les formalités de publicité prescrites par la loi.

Fait à *Barres*

Le 17. 11. 99

En 5 exemplaires originaux

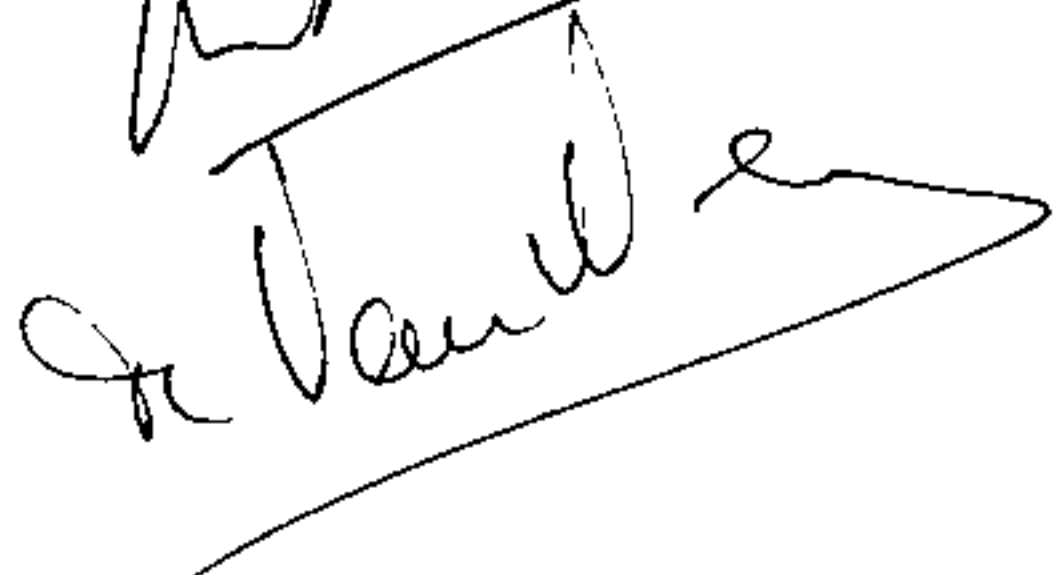
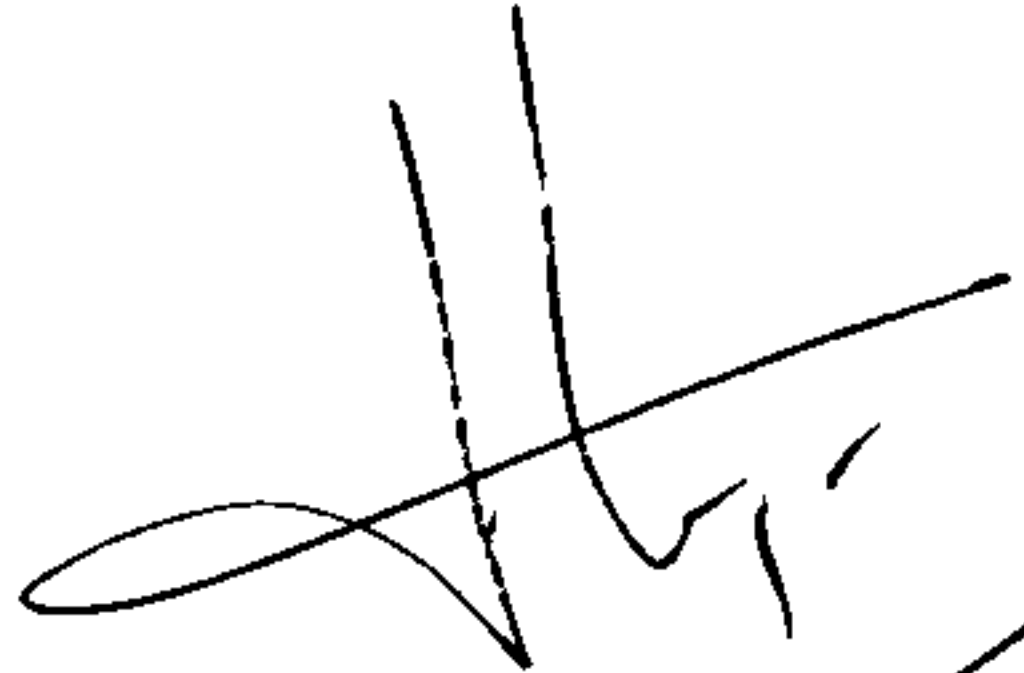
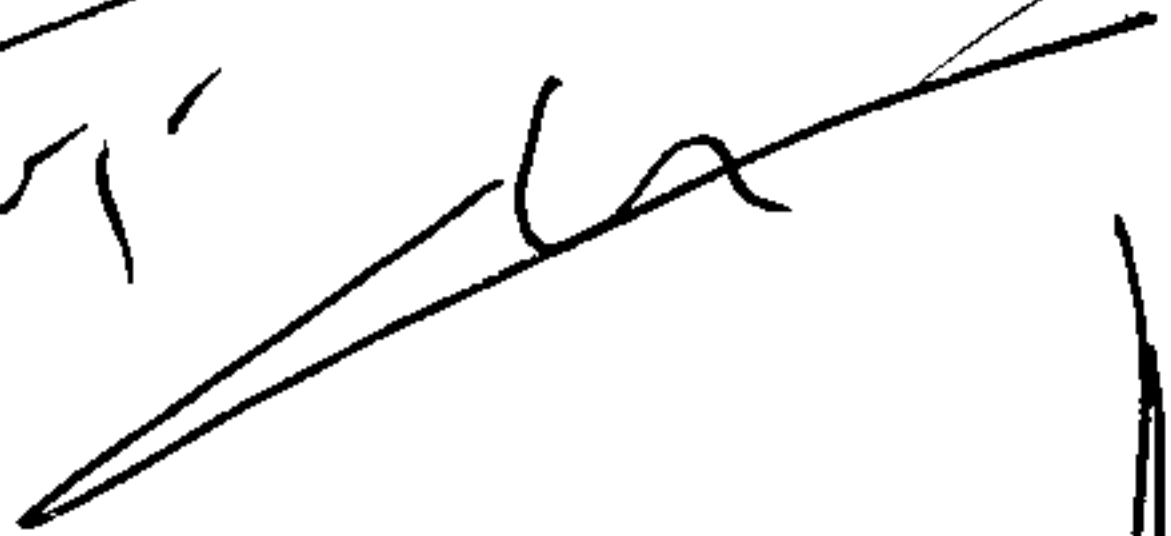
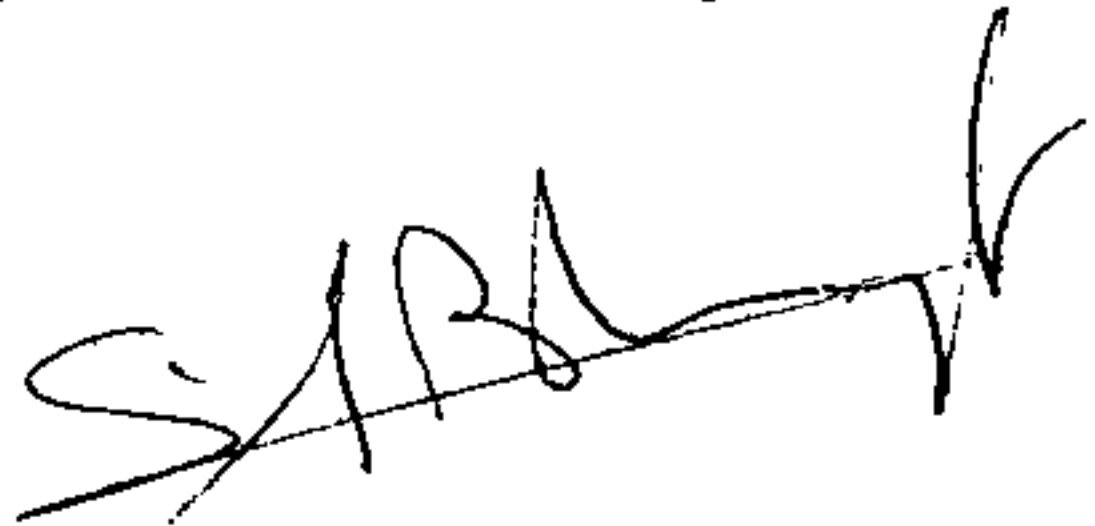
[illegible]

ANNEXE

ETAT DES ACTES ACCOMPLIS POUR LE COMPTE DE LA SOCIETE EN FORMATION

Il est précisé que monsieur Arnaud Maigre a procédé à

- l'ouverture d'un compte bancaire
- à la signature d'un contrat de mise à disposition des locaux.

From   Col Muel
 in Vancouver  .TL
  

**Entrepreneuriat Editions
Société Anonyme
Au capital de 250 000 F
Siège social : 9 bis rue d'Issy 92 170 Vanves**

Procès verbal de la première réunion des personnes désignées comme administrateurs

Le, 18 novembre 1999

A 18 heures

Au siège social, à Vanves 9 bis rue d'Issy 92 170

Les personnes désignées en qualité d'administrateurs aux termes des statuts de la Société, établis suivant acte sous seing privé en date du 16 novembre 1999 se sont réunies en application de l'article 68, alinéa 1^{er} du Décret du 23 mars 1967, en vue de constituer le bureau du conseil.

Sont présents et ont émargés le registre de présence :

- M Maigre

de nationalité Française

né le 7 10 60 à Poitiers

demeurant 29, avenue Georges Mandel 75 116 Paris

- Mme Claire de Ravel

de nationalité Française

née le 10 01 48 à Montmorrot

demeurant 79 rue Marcadet, 75 018 Paris

- M. Jean-Eudes Lébeaupin

de nationalité Française

né le 9 09 62 à Nantes

demeurant 29 avenue du général Leclerc de Hautecloque 92 200 Neuilly sur Seine

- Mme Martine Van Went

De nationalité Française

née le 23-07-49 à Marseille

Demeurant 3 rue Ernest Renan, 92 310 Sèvres

- Monsieur Frédéric Tain

De nationalité Française

Né le 9 11 66 à Paris 14ème

Demeurant Résidence près hauts Bât 1, 97, avenue Roger Salengro, 92 290 Chatenay Malabry.

- Monsieur Bernard Meier, représentant permanent de la société ETC

De nationalité Française

Né le 2 2 49 à Neuilly sur Seine

Demeurant 9 rue de Kronstadt 92 380 Garches

- Madame Claire Planton
de nationalité Française
Née le 29 01 1967 à St Chamond
Demeurant 21 avenue Jean Moulin 75 014 Paris

Tous les administrateurs étant présents, ceux-ci peuvent valablement délibérer.

1 . Nomination du président

Après avoir délibéré, le conseil nomme, à l'unanimité, Monsieur Arnaud Maigre, Président du conseil d'administration de la société pour la durée de son mandat d'administrateur.

Le président assumera sous sa responsabilité la direction générale de la Société et la représentera dans ses rapports avec les tiers avec les pouvoirs les plus étendus sous réserve, toutefois, de ceux expressément attribués par la Loi aux Assemblées Générales et au Conseil d'administration.

Il ne pourra toutefois consentir aucun aval, caution ou garantie en faveur de tiers sans l'autorisation expresse du Conseil d'administration.

Conformément aux statuts, le Président pourra déléguer, sous sa responsabilité, tout ou partie de ces pouvoirs.

2 . Rémunération du président

Le conseil décide, à l'unanimité, que le Président, percevra une rémunération fixe mensuelle brute de 10 000 F à compter du 1^{er} Janvier 2000.

Enfin, il pourra prétendre, sur présentation des justificatifs, au remboursement des frais exposés dans le cadre de l'accomplissement de son mandat.

*Bon pour acceptation
et sanction de P.D.G.*



CERTIFICAT DE DEPOT DE FONDS DE

SOCIETE EN FORMATION

=====

Loi du 24 juillet 1966
Décret du 23 mars 1967

Nous soussignés
Jérôme WIRION Directeur d'agence
Corinne de ALMEIDA Sous-Directeur d'agence

agissant en qualité de représentants de la BANQUE POPULAIRE INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE DE LA REGION SUD DE PARIS - Société Coopérative de Banque Populaire à capital variable, dont le siège social est à MONTROUGE - 92120 - 55, avenue Aristide Briand, attestons par la présente que la somme de 125 000 Francs

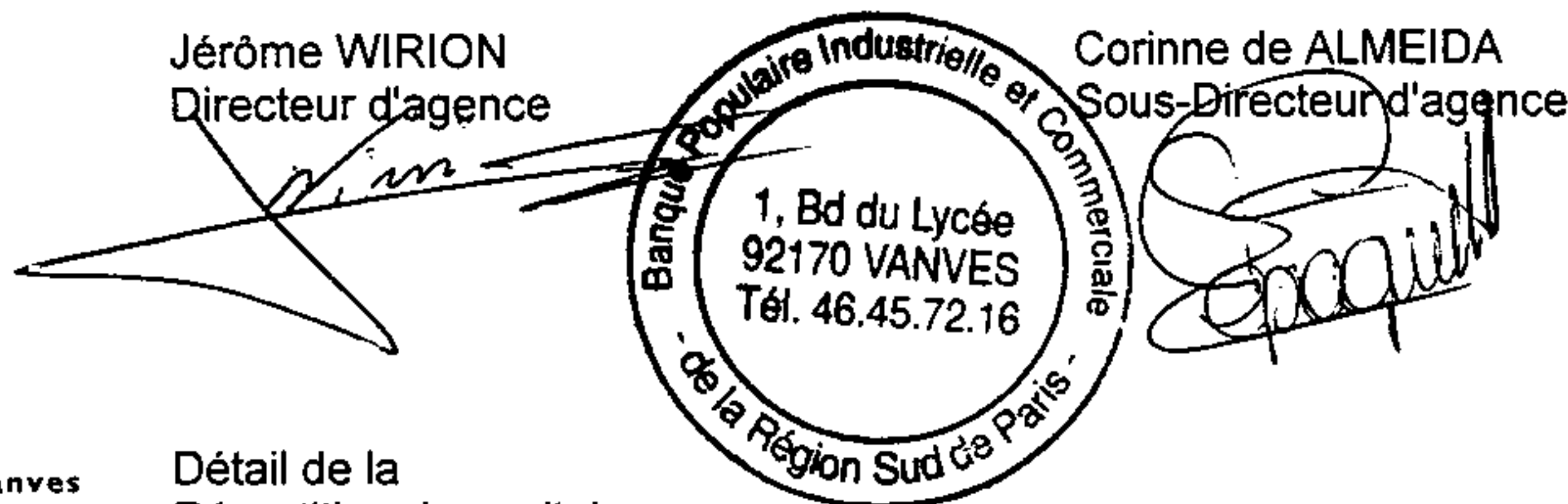
représentant la partie libérée du capital de la Société Anonyme ENTREPRENEURIAT EDITIONS sise 9 bis rue d'Issy à Vanves.

en formation, a été déposée dans nos caisses, en attente de la délivrance du certificat du greffe constatant son immatriculation au registre du commerce.

Vanves, le 18 novembre 1999

Jérôme WIRION
Directeur d'agence

Corinne de ALMEIDA
Sous-Directeur d'agence



Agence Vanves
1 et 3, bd du Lycée
92170 Vanves

Détail de la
Répartition du capital :

=====

Téléphone : 01 46 45 72 16

Télécopie : 01 46 45 85 91

Voir liste des souscripteurs

LISTE DES SOUSCRIPTEURS ET
ETAT DES VERSEMENTS

Entrepreneuriat Editions

9 bis rue d'Issy 92 170 Vanves

Capital : 250 000 F

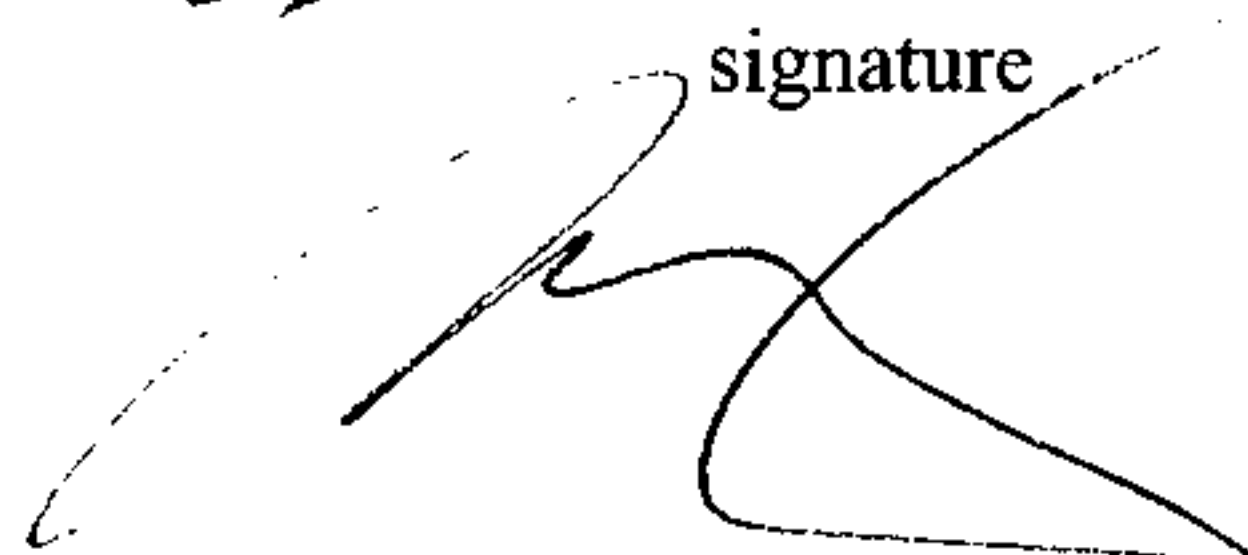
Nombre de parts sociales : 250 en numéraire d'une valeur nominale de 1 000 F à la souscription et libérées pour moitié

<u>REPARTITION DES ACTIONS</u> <u>(uniquement en numéraire)</u>		<u>ETAT DES VERSEMENTS</u>	
<u>Coordonnées</u> <u>des</u> <u>souscripteurs</u>	<u>Nombre</u> <u>de parts</u> <u>souscrites</u>	<u>Montant nominal</u> <u>des parts</u> <u>souscrites</u>	<u>Montant des</u> <u>versements</u>
M. Arnaud Maigre, 29 avenue Georges Mandel, 75 116 Paris	152	152 000 F	76 000 F
Mme Claire de Ravel, 79 rue Marcadet, 75 018 Paris	51	51 000 F	25 500 F
Mme Myriam Arles, 10 rue Charles Tournemire, 75 017 Paris	21	21 000 F	10 500 F
Mme Martine Van Went, 3 rue Ernest Renan, 92 310 Sèvres	20	20 000 F	10 000 F
M. Frédéric Tain, Résidence près Hauts Bât 1, 97, avenue Roger Salengro, 92 290 Chatenay Malabry	1	1 000 F	500 F
Monsieur Claude Karr 10 bis, avenue Desgenettes 94 00 St Maur	1	1 000 F	500 F
Etc SA, 66 rue des Amandiers 92 000 Nanterre	1	1 000 F	500 F
Monsieur Jean-Eudes Lébeaupin 29 rue du Général Leclerc de Hauteclouque 92 20 Neuilly sur Seine	1	1 000 F	500 F

Monsieur Gilles de St Blanquat 27 rue de Passy 75 116 Paris	1	1 000 F	500 F
Madame Claire Planton 21, avenue Jean Moulin 75 014 Paris	1	1 000 F	500 F
<u>TOTAL</u> nbre parts souscrites <u>TOTAL</u> mont. souscriptions <u>TOTAL</u> mont. versements	250	250 000 F	125 000 F

Le présent état constatant la souscription de 250 parts de la SA Eentrepreneuriat Editions ainsi que le versement de 50% du montant nominal desdites parts, soit la somme de 125 000 F est certifié exact et sincère par *Arnaud Maigre*, fondateur.

A*Van*....., le*10.4.99*.....

signature




Désignation du représentant permanent

Je soussigné Bernard Meier né le 22 49 à Neuilly sur Seine , demeurant 9 rue Kronstadt 92 380 Garches, représentant légal de la société ETC (Editions Techniques et de Communications) sise, 66 rue des amandiers 92 000 Nanterre, RCS Nanterre B 349 803 932, certifie être le représentant permanent de la société ETC administrateur de la société Entrepreneuriat Editions, société en cours de formation sise, 9 bis rue d'Issy 92 170 Vanves

Fait , à Nanterre

Le 17/11/99



Édition Techniques & Communication

66, rue des Amandiers - B.P. 915

92009 Nanterre Cedex

Tél (1) 47 21 68 43 - Télécopie (1) 47 21 86 78

SA au capital de 428 000 F - RCS Nanterre B 349 803 932

Cofin SIRET 349 803 932 00012

N° Intracommunautaire FR 42 349 803 932 00012



LES ÉDITIONS TECHNIQUES & COMMUNICATION

66, rue des Amandiers - BP 915 - 92009 Nanterre Cedex - Tél : 01 47 21 68 43 - Télécopie : 01 47 21 86 78

ETC - Société Anonyme au capital de 428 000 F - RCS Nanterre B 349 803 932 - Code AFE 221E - SIRET 349 803 932 00020 - N° TVA Intracommunautaire : FR 4234980393200020